

Mentions légales

Informations légales obligatoires du site <https://idppe.com>

Version 1.0 · En vigueur au 9 septembre 2026 · Référence IDPPE-ML-V1

Établies en application de l'article 6, III de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN), des articles L. 111-1 et suivants du Code de la consommation, de l'article R. 123-237 du Code de commerce et du règlement (UE) 2016/679 (RGPD).

Article 1 — Éditeur du site

Dénomination sociale	IDPPE — l'Institut des Professions Prioritaires et de l'Entrepreneuriat
Nom commercial / marque	IDPPE
Forme juridique	Société par actions simplifiée à associé unique (SASU)
Capital social	100,00 euros
Siège social	60, rue François 1 ^{er} — 75008 Paris (France) Société domiciliée auprès de LegalPlace, RCS 814 428 785
Immatriculation	RCS Paris 987 889 862 — n° de gestion 2025B25213 — immatriculée le 12 juin 2025
SIREN / SIRET	SIREN 987 889 862 — SIRET du siège : 987 889 862 00015 — inscrite au RNE
Identifiant européen (EUID)	FR7501.987889862
N° de TVA intracommunautaire	FR 80 987 889 862 Le régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable est indiqué sur chaque facture.
Code APE / NAF	85.59A — Formation continue d'adultes (domaine : Enseignement)
Président	HB MOULIN DU ROY HOLDING, SASU, RCS Paris 943 577 585, 60 rue François 1 ^{er} — 75008 Paris, représentée par Madame Asma HAMITOUCHE (née BELHADJ)
Directrice de la publication	Madame Asma HAMITOUCHE, en qualité de représentante légale de l'éditeur
Téléphone	+33 (0)1 87 66 75 39 — WhatsApp : +33 (0)7 55 52 35 41
Courriel	contact@idppe.com
Convention collective	Organismes de formation — IDCC 1516
Site internet	https://idppe.com

OBJET SOCIAL (EXTRAIT KBIS)

Formations professionnelles pour adultes, notamment dans les métiers en tension et prioritaires, en présentiel ou à distance ; services d'accompagnement à l'emploi ; organisation d'événements à vocation professionnelle, éducative, sociale ou commerciale ; accompagnement des personnes étrangères dans leur intégration professionnelle et sociale ; mise à disposition d'un centre de ressources d'information et d'orientation.

Article 2 — Hébergement du site

Hébergeur	Contabo GmbH
Adresse	Aschauer Straße 32a — 81549 Munich (Allemagne)
Téléphone	+49 89 3564717 71
Site internet	https://contabo.com
Localisation des serveurs	Union européenne — centre de données situé en France

Mention obligatoire au titre de l'article 6, III, 1° de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.

Article 3 — Activité de formation professionnelle

IDPPE exerce une activité de formation professionnelle continue au sens des articles L. 6313-1 et suivants du Code du travail. À ce titre :

Organisme réalisateur partenaire	EGS (Equipelement Global Service), exerçant sous la dénomination commerciale FORMAFORCE® — SAS, siège 5
----------------------------------	---

	Lieu-dit Moulin du Roy, 62156 Rémy — RCS Arras 951 013 804 — SIRET 951 013 804 00020
Déclaration d'activité	Organisme réalisateur enregistré sous le n° 32 62 03956 62 auprès du préfet de la région Hauts-de-France. Cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'État (art. L. 6352-12 du Code du travail).
Certification qualité	Qualiopi — certificat AFNOR Certification n° 2023/106691.3 , au titre de la catégorie d'action « Actions de formation », délivré à l'organisme réalisateur au titre du référentiel national qualité prévu à l'article L. 6316-1 du Code du travail.
Habilitation CACES®	Organisme Testeur CACES® — certificat AFNOR Certification n° K-109287 , référentiel INRS indice 02, détenu par l'organisme réalisateur. Recommandations couvertes : R.482, R.485, R.486, R.489 et R.490.
Lieux de formation et d'évaluation	1 rue Niels Bohr, Bâtiment K, Parc des Esplanades — 77400 Saint-Thibault-des-Vignes Chemin de l'Ormois — 77660 Changis-sur-Marne 4 rue Denis Papin — 62800 Liévin 5 Lieu-dit Moulin du Roy — 62156 Rémy ou tout autre lieu indiqué sur la convocation.
Assurance	Responsabilité civile professionnelle couvrant l'activité de formation et d'évaluation. L'attestation, mentionnant l'assureur, le numéro de police et l'étendue de la garantie, est communiquée sur simple demande à contact@idppe.com .

CERTIFICATIONS AFFICHÉES SUR LE SITE

Les logos, certificats Qualiopi et habilitations « Organisme Testeur CACES® » reproduits sur le site appartiennent à leurs titulaires respectifs. Ils sont affichés au titre des organismes partenaires qui réalisent les prestations correspondantes et ne sauraient être interprétés comme des certifications détenues en propre par IDPPE lorsque tel n'est pas le cas. CACES® est une marque déposée de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Article 4 — Propriété intellectuelle

L'ensemble des éléments composant le site — structure, arborescence, textes, descriptifs de formations, visuels, photographies, vidéos, illustrations, icônes, chartes graphiques, logos, bases de données, programmes et supports pédagogiques — est protégé par le Code de la propriété intellectuelle et demeure la propriété exclusive d'IDPPE ou de ses concédants.

Toute reproduction, représentation, adaptation, traduction, modification, extraction, réutilisation ou diffusion, totale ou partielle, par quelque procédé que ce soit et sur quelque support que ce soit, est interdite sans autorisation écrite préalable. Est également interdite l'extraction ou la réutilisation d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle des bases de données du site, ainsi que le dépôt des contenus sur une plateforme tierce, un réseau social, un espace de partage ou un système d'intelligence artificielle générative.

Toute utilisation non autorisée constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et L. 335-3 du Code de la propriété intellectuelle. Les marques et logos de tiers cités sur le site (CACES®, Qualiopi, AFNOR Certification, INRS, l'Assurance Maladie — Risques professionnels, Stripe) demeurent la propriété de leurs titulaires et sont reproduits à titre d'information.

Réf. : art. L. 111-1, L. 112-2, L. 122-4, L. 335-2, L. 335-3 et L. 342-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Article 5 — Crédits

Conception, développement et administration	IDPPE
Crédits photographiques et vidéo	IDPPE et son organisme réalisateur partenaire, ou visuels exploités sous licence. Les photographies de matériels et d'engins sont fournies à titre d'illustration.
Logo et identité visuelle	IDPPE — tous droits réservés

Article 6 — Liens hypertextes

Le site peut contenir des liens vers des sites tiers (organismes partenaires, prestataire de paiement, réseaux sociaux, sites institutionnels). Ces sites ne sont pas édités ni contrôlés par IDPPE, qui ne saurait être tenue responsable de leur contenu, de leur disponibilité, ni des traitements de données qu'ils opèrent.

La création d'un lien vers le site est libre dès lors qu'elle ne porte pas atteinte aux intérêts d'IDPPE, qu'elle n'entraîne aucune confusion sur l'origine des contenus et qu'elle n'emprunte pas la technique du cadrage (framing) ou de l'insertion profonde (deep linking) trompeuse. IDPPE peut demander à tout moment la suppression d'un lien.

Article 7 — Données personnelles et cookies

IDPPE, en qualité de responsable de traitement, met en œuvre des traitements de données à caractère personnel dans le cadre de la gestion du site, des demandes de contact et de rappel, du dépôt de candidatures, des inscriptions en formation et de la facturation.

Les conditions de ces traitements, les bases légales, les durées de conservation, les destinataires ainsi que les modalités d'exercice des droits (accès, rectification, effacement, limitation, opposition, portabilité, directives post mortem) sont détaillées dans la **Politique de protection des données à caractère personnel** et dans la **Politique de gestion des cookies**, accessibles depuis toutes les pages du site.

Contact : rgpd@idppe.com. Toute personne dispose du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07 — www.cnil.fr.

Article 8 — Accessibilité numérique

La directive (UE) 2019/882 dite « European Accessibility Act », transposée à l'article L. 412-13 du Code de la consommation par la loi n° 2023-171 du 9 mars 2023, complétée par le décret n° 2023-931 et l'arrêté du 9 octobre 2023, impose depuis le 28 juin 2025 des exigences d'accessibilité aux services de commerce électronique destinés aux consommateurs.

Les entreprises employant moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total de bilan n'excède pas 2 millions d'euros bénéficient d'une exemption pour les services. **IDPPE relève de cette catégorie et bénéficie donc de l'exemption micro-entreprise** ; cette situation est réexaminée à chaque clôture d'exercice et la présente mention sera actualisée en cas de franchissement du seuil.

Indépendamment de cette exemption, IDPPE s'attache à rendre son site utilisable par le plus grand nombre et poursuit une démarche d'amélioration continue inspirée du référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA 4.1.2). Toute difficulté d'accès à un contenu ou à une fonctionnalité peut être signalée à **contact@idppe.com** ; une réponse et, le cas échéant, une solution alternative de consultation ou d'inscription (téléphone, rendez-vous) sont apportées dans les meilleurs délais.

Lorsque le seuil d'assujettissement est atteint, la publication d'une déclaration d'accessibilité, d'un schéma pluriannuel de mise en accessibilité et d'un plan d'action annuel devient obligatoire, sous le contrôle de la DGCCRF.

Article 9 — Signalement de contenus illicites

Conformément à l'article 6 de la LCEN et au règlement (UE) 2022/2065 (règlement sur les services numériques), tout contenu manifestement illicite accessible sur le site peut être signalé à l'adresse **contact@idppe.com**, en précisant la date du constat, l'URL concernée, la description des faits et les motifs pour lesquels le contenu doit être retiré. Les signalements sont traités avec diligence.

Article 10 — Réclamations, médiation et litiges

Réclamation préalable. Toute réclamation relative au site ou à une prestation est adressée par écrit à **reclamation@idppe.com** ou par courrier au siège social. Un accusé de réception est adressé sous cinq jours ouvrés et une réponse motivée est apportée sous trente jours.

Médiation de la consommation. Conformément aux articles L. 612-1 et suivants du Code de la consommation, tout consommateur a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable d'un litige, après avoir tenté de le résoudre directement auprès d>IDPPE par une réclamation écrite.

Les nom, adresse postale et adresse électronique du médiateur de la consommation dont relève IDPPE sont communiqués sur simple demande à **reclamation@idppe.com** et figurent sur la confirmation de commande adressée au client ainsi que dans les Conditions Générales de Vente en vigueur au jour de la commande. La saisine du médiateur est gratuite pour le consommateur et n'est recevable qu'après une réclamation écrite préalable adressée à IDPPE et restée sans réponse satisfaisante pendant deux mois.

Plateforme européenne RLL. La plateforme européenne de règlement en ligne des litiges a cessé d'exister le 20 juillet 2025 en application du règlement (UE) 2024/3228. Aucun lien vers cette plateforme n'est plus requis ni pertinent. Les consommateurs résidant dans un autre État membre peuvent saisir le Centre européen des consommateurs France (www.europe-consommateurs.eu).

Droit applicable et juridiction. Le site et les présentes mentions sont soumis au droit français. À défaut de résolution amiable, les litiges relèvent des juridictions françaises. Le consommateur conserve la faculté de saisir, à son choix, l'une des juridictions territorialement compétentes en vertu du Code de procédure civile ou la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable. Pour les clients professionnels, compétence exclusive est attribuée au Tribunal de commerce de Paris.

Article 11 — Mise à jour

IDPPE peut modifier les présentes mentions légales à tout moment afin de tenir compte de l'évolution du site ou de la réglementation. La version applicable est celle mise en ligne à la date de la consultation. Date de dernière mise à jour : **9 septembre 2026**.